

# DEFIS *Sud*

► *Dossier*

**Bolivie : conflits  
sociaux et recettes  
libérales**

► *Interview*

**Walden Bello : « L'OMC est  
une institution médiévale »**

► *Afrique*

**Nostalgie Sabena**

► *11 septembre*

**Les réactions en Amérique  
latine, en Afrique et dans le  
monde arabe**



Depuis 1964 en Belgique, et depuis 1993 au Grand-Duché du Luxembourg, SOS Faim s'est assigné deux objectifs principaux : d'une part appuyer des actions de développement dans les pays du Sud et, d'autre part, informer les publics européens aux réalités de ces pays.

C'est dans cette dernière perspective que, depuis 1990, SOS Faim publie Défis Sud.

### Défis Sud poursuit précisément plusieurs objectifs :

- ▶ témoigner des richesses culturelles, sociales, économiques,... des pays du Sud ;
- ▶ dénoncer les inégalités, ainsi que leurs causes, qui règnent entre les différents pays ;
- ▶ offrir des éléments d'analyse du mal-développement de la planète ;
- ▶ donner la parole à des observateurs et des acteurs du Sud ;
- ▶ ouvrir des espaces de débat concernant les politiques de coopération ;
- ▶ formuler des propositions pour améliorer et renforcer la coopération entre le Nord et le Sud ;
- ▶ diversifier les regards qui sont portés sur les sociétés du Sud.

Tous les numéros de Défis Sud font l'objet d'une brève présentation sur le site web [www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be). Ils peuvent être commandés au départ de ce même site.

Outre une distribution en Europe, Défis Sud, par des formules de parrainage, est également diffusé dans des communautés d'Afrique francophone. Pour toute information sur ces formules de parrainage, vous pouvez vous adresser à SOS Faim à Bruxelles ou à Luxembourg.



LITTLE SENEGAL, un film de Rachid Bouchareb.  
Voir notre article page 44.

**SOS FAIM ASBL**  
Action pour le développement

Belgique  
Rue aux Laines, 4  
B-1000 BRUXELLES  
Tél. 32 - (0)2 511 22 38  
E-mail : [info@sosfaim.be](mailto:info@sosfaim.be)  
Site Web : [www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

**SOS FAIM ASBL**  
Action pour le développement

Luxembourg  
Rue du Canal, 9  
L-4050 ESCH/ALZETTE  
Tél. : 352 - 49 09 96  
E-mail : [info@sosfaim.org](mailto:info@sosfaim.org)  
Site Web : [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)

# Walden Bello : L'OMC est une institution médiévale

Propos recueillis  
par  
Pierre Coopman.

Walden Bello est le directeur de " Focus On the Global South ", une ONG installée à Bangkok en Thaïlande. Il enseigne également la sociologie aux Philippines et a publié de nombreux livres sur les économies asiatiques ainsi que sur la mondialisation <sup>(1)</sup>.

**DS** Des gouvernements du tiers-monde ont aujourd'hui des points à inscrire sur l'agenda de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). N'est-ce pas, paradoxalement, les négociations de l'OMC qui ont poussé les pays en voie de développement à s'exprimer et à revendiquer leurs droits ?

► **Walden Bello** : Oui, d'une certaine manière, car si vous observez les années 60 et 70, la situation des pays en voie de développement était meilleure, en termes de croissance, en termes d'inégalités... Les indicateurs étaient tout simplement meilleurs. Ensuite, durant les années 80 et 90, sont arrivés les Plans d'ajustement structurel, la libéralisation du commerce par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Cela a engendré des crises très sérieuses dans ces économies. Des voix commencèrent à s'élever, tant dans les gouvernements qu'au sein de la société civile. L'OMC fut fondée en 1994. Beaucoup de pays en voie de développement se sont alors contentés de signer sans réellement savoir ce qu'ils signaient. Ces dernières années, ils ont commencé à réaliser que les conditions posées par l'OMC étaient contre leurs intérêts. Ils ont découvert ce qu'ils ont signé. Ils se mobilisent aujourd'hui

parce qu'ils n'ont pas envie de revivre la vieille expérience de l'adhésion forcée à l'OMC. Ils ont connu cette menace larvée : " Si tu ne rejoins pas l'OMC, tu seras isolé, seul dans ton coin et tu ne seras pas impliqué dans la situation multilatérale favorable au commerce ". Ils veulent être certains, aujourd'hui, que ça ne se répètera pas. C'est pour cela qu'ils ont élevé la voix face aux tentatives d'introduire de nouveaux domaines - tels que la transparence des marchés publics, la politique de

la concurrence, l'investissement, la simplification des échanges - dans la libéralisation du commerce. Les pays en développement, l'Inde en tête, sont aujourd'hui relativement forts lorsqu'il s'agit de faire entendre leur voix.

**DS** Est-ce que la récente conférence de l'OMC à Doha (9-13 novembre 2001) a réussi à lancer un nouveau cycle de négociations sur le développement ?

► **WB** : Pas sur le développement, à mon avis. Ils ont réussi à lancer une sorte de plan de travail pour un nouveau cycle mais les points qui sont mis en avant (marchés publics, concurrence, etc.) ne sont pas de vrais défis pour le développement. Les points abordés soutiennent essentiellement les intérêts des pays du Nord. Si vous observez les domaines traités dans la déclaration de Doha, vous constaterez qu'il s'agit plutôt d'une déclaration contre le développement, dans la mesure où des questions essentielles pour l'avenir des pays pauvres, comme par exemple la sécurité alimentaire, la fin des subsides à l'exportation de l'Union européenne, l'allègement des droits de propriété intellectuelle sur les médicaments ou encore l'interdiction du brevetage du vivant, ne sont pas clairement repris à l'agenda. A noter que toute mention ou reconnaissance de l'Organisation internationale du travail (OIT), en tant qu'institution appropriée pour traiter les conflits relatifs au monde du travail, a disparu de la déclaration finale de Doha. C'est la porte ouverte à l'instauration d'une législation propre à L'OMC, dans un domaine où elle ne dispose ni d'autorité, ni de compétences.

**DS** Les décisions prises concernant les droits de propriété intellectuelle et les questions de santé publique ont été présentées comme une victoire. Vous n'y croyez pas ?

► **WB** : Je dirais qu'il n'y a qu'un bénéfice limité. D'un côté, nous avons une déclaration politique qui affirme que les pays peuvent prendre des



Walden Bello : « Il faut réformer l'OMC pour qu'elle devienne démocratique et transparente, ou alors, elle devrait être abolie. »

(1) On lira entre autres : " The Future in the Balance ", Essays on Globalization and Resistance, by Walden Bello, Publisher: Food First and Focus on the Global South, May 2001, 288pp.

mesures en faveur de la santé publique, même si elles vont à l'encontre des droits de propriété intellectuelle. D'un autre côté, il n'y a pas d'engagement à changer le langage (la terminologie) légal de ces droits. Et à moins de changer ce langage, il n'y a rien sur quoi on puisse se fonder durablement. C'est pourquoi je crois qu'il ne faut pas exagérer ce que les pays en voie de développement ont gagné avec cette déclaration politique sur les droits de propriété intellectuelle, parce que le langage légal est resté identique.

### **DS** Vous parlez de chantage et d'intimidations...

► **WB** : Mais c'est ce qui est arrivé. Il y avait énormément de pressions. Certains pays furent menacés d'être exclus de privilèges préférentiels sur le commerce. Ainsi, les Etats-Unis ont averti Haïti et la République dominicaine que s'ils continuaient à s'opposer à la position des Etats-Unis concernant la transparence des marchés publics, cela pourrait avoir des effets négatifs sur leurs relations commerciales privilégiées avec les Etats-Unis. Il y a eu des intimidations, on faisait comprendre à certains pays que s'ils n'étaient pas d'accord pour trouver un consensus cela pourrait non seulement signifier la fin de l'OMC, mais qu'en plus, ils en seraient responsables. Il y a eu des menaces implicites, adressées à certains pays, quant à la poursuite de l'aide au développement des Etats-Unis et de l'Union européenne. Le problème, c'est que la plupart des négociations ne sont pas transparentes, il n'y a pas d'enregistrements, et personne ne sait au juste ce qui se passe. Si un pays en voie de développement vous raconte "voilà ce qui me fut offert et voilà ce que nous avons donné en retour", aucune preuve n'existe. 95% des négociations ont lieu en secret. Beaucoup d'intimidations, beaucoup de pressions se déroulent à huis clos. Une des réformes essentielles doit donc concerner le processus de fonctionnement de l'OMC... Il faut la réformer pour qu'elle devienne démocratique et transparente, ou alors, elle devrait être abolie. Vous ne pouvez pas avoir une institution médiévale gérée avec des méthodes médiévales et non transparentes à l'âge de la démocratie.

### **DS** Quel a pu être le rôle de la crise actuelle, Ben Laden, l'Afghanistan, le 11 septembre... Croyez-vous qu'on ait pu utiliser cette situation pour essayer de faire passer l'idée d'un nouveau cycle de négociations ?

► **WB** : Oui, je crois que les USA et l'Union européenne ont fortement insisté sur le fait qu'il fallait absolument un nouveau cycle de négociations pour lutter contre le terrorisme, pour soutenir la continuité du développement économique et combattre ainsi la récession mondiale. Tout a été kidnappé sous la bannière de l'anti-terrorisme. On voudrait nous faire admettre que sans nouveau cycle de négociations, la crise mondiale globale fera le lit du terrorisme.

### **DS** Vous dites néanmoins que la crise économique, à moyen terme, peut poser un problème pour l'OMC. Car si elle continue, les pays en voie de développement finiront de toute façon par ne plus suivre le train de l'OMC.

► **WB** : Déjà maintenant, la libéralisation a créé des économies complètement imbriquées. La globalisation a éliminé les frontières entre les économies locales et l'économie mondiale. Si l'économie mondiale chute, tout le monde chute à cause des libéralisations qui ont eu lieu dans le passé. Aujourd'hui, étant donné la gravité de la récession, beaucoup de pays, tant au Nord qu'au Sud, veulent protéger leurs économies. C'est de là que vient, en majeure partie, la tendance qui vise aujourd'hui à remettre l'OMC en question. Les grandes puissances continuent à parler de libéralisation et de globalisation mais beaucoup de groupes d'intérêts s'en éloignent dans leurs propres pays parce qu'ils veulent se protéger dans un contexte de crise. On voit réapparaître de grandes tendances au protectionnisme. Les Etats-Unis subventionnent, aident, leurs propres industries sous prétexte de lois anti-terroristes. Beaucoup d'initiatives qui ne sont pas en parfaite harmonie avec la philosophie de la libre concurrence et du marché sont aujourd'hui entreprises par les Etats-Unis. Il est à douter que cela permette de contrer la récession économique globale, car les tendances vers une récession globale sont très fortes.

### **DS** Et le rôle de l'Europe ? Le commissaire Lamy se vante<sup>(2)</sup> d'avoir été l'avocat des pays du Sud. Il affirme que l'Europe fut la première à relayer leurs revendications.

► **WB** : Non, M. Lamy a protégé les intérêts agricoles européens face aux pays en voie de développement qui demandaient d'abolition des subventions à l'exportation de l'agriculture européenne. Il s'est battu pour ça jusqu'à la fin. Il voulait être certain que la protection de l'agriculture européenne continuerait. Il a été très actif dans l'élaboration de nouveaux points à l'agenda, comme la transparence des marchés publics, la politique de la concurrence, l'investissement, la simplification des échanges...

### **DS** Pourriez-vous nous dire quelques mots sur la situation du sud-est asiatique cinq ans après la récession qui a frappé cette partie du monde ?

► **WB** : Elle reste très mauvaise. La région ne s'est jamais remise de la crise, les économies ont été ruinées à jamais par les fuites de capitaux et la dislocation économique qui s'ensuivit. Il y a eu une petite reprise entre 2000 et 2002, mais essentiellement à cause de la demande de l'économie américaine. Mais l'économie US est aujourd'hui elle-même crispée et ces régions du sud-est asiatique vont durement en subir les conséquences. Même si elles essayent de s'en sortir, la récession globale vient renforcer le marasme. :

(2) Un nouveau round, pour ou contre ? Retranscription de l'intervention de Pascal Lamy (Commissaire européen au Commerce) et du débat qui s'ensuivit. MINTEH, Bruxelles, Le 16 octobre 2001.